

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

**DECISION DU PRESIDENT**  
**DU 5 DECEMBRE 2016**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°61 – DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU SYCTOM POUR LA MISE NE PLACE D'UN DISPOSITIF  
D'EVITEMENT DES DECHETS PAR LA RECUPERATION D'EXCEDENTS ALIMENTAIRES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE RESTAURATION COLLECTIVE**

Le Président,

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2224-13, L.4424-37 et L.4424-38 relatifs aux ordures ménagères et de gestion des déchets,

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.120-1, L.541-1, L.541-15-1 et L.541-50, relatifs aux plans de prévention et de gestion des déchets,

**Vu** le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés, rendant obligatoire la définition d'un programme local de prévention pour les collectivités territoriales responsables de la collecte et/ou du traitement des déchets ménagers et assimilés,

**Vu** la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte définissant la prévention de la production des déchets, dont la lutte contre le gaspillage alimentaire,

**Vu** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour solliciter auprès de l'Etat, d'autres collectivités territoriales, ou de tout autre organisme public ou privé, l'attribution de subventions dont le montant maximum attendu est inférieur à 1.000.000 €,

**Vu** la note de présentation rédigée par les services techniques municipaux de la ville d'Aulnay-sous-Bois,

**Vu** le budget de l'Etablissement Public Paris Terres d'Envol,

**Considérant** que la Région, le SYCTOM, le SITOM93, la Fondation Carrefour, la DRIAAF, les bureaux d'études «Bien commun» et «Karistem», l'association «De mon assiette à notre planète» et «Les Restos du Cœur» soutiennent et participent activement, depuis 2013, au projet de redistribution des excédents alimentaires issus de la restauration collective,

**Considérant** que le projet s'inscrit dans la perspective d'une réduction des déchets du Programme Local de Prévention des déchets, notamment par la lutte contre le gaspillage alimentaire,

**Considérant** que le projet participe également d'une démarche de solidarité envers les populations les plus fragiles,

**Considérant** que le projet permettra la réduction des quantités de déchets produits et des coûts induits,

**Considérant** que la phase initiale du dispositif a conduit au premier don d'excédent alimentaire au sein du lycée Voillaume sur la commune d'Aulnay-sous-Bois en juin 2015 et que les dons se sont poursuivis à la rentrée, permettant la redistribution de la nourriture non consommée destinée à la destruction,

**Considérant** que différentes structures de restauration scolaire et administrative présentes sur le Territoire de Paris Terres d'Envol sont intéressées pour rejoindre le projet de don des excédents alimentaires dans le cadre d'une deuxième phase élargie à cinq établissements donneurs,

**Considérant** que l'extension du projet se propose de faire émerger un nouveau modèle de coopération alimentaire entre acteurs de la restauration collective et les associations d'aides aux plus démunis, à l'échelle du Territoire de Paris Terres d'Envol.

DÉCIDE

**Article 1** De solliciter une contribution financière pour ce projet auprès du SYCTOM à hauteur de 20.000 €

**Article 2** De dire que la recette résultant de cette décision sera inscrite au budget général de l'exercice en cours.

**Article 3** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire.

Pour extrait conforme



Le Président  
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20161205-61-5-12-2016-AU  
Date de télétransmission : 14/12/2016  
Date de réception préfecture : 14/12/2016